

ARRETE n  2021-05
RELATIF A L'ORGANISATION D'ELECTIONS PARTIELLES
A distance par voie électronique
A la Commission de la Recherche

Du mercredi 17 février 2021 au vendredi 19 février 2021

Collège des usagers
Secteur des disciplines juridiques, économiques et
de gestion
Secteur des sciences et technologies
Secteur des disciplines de santé

Vu le Code de l'Education notamment ses articles L719-1   L719-3 et D719-1   D719-40 ;

Vu l'ordonnance n 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ;

Vu le décret n  2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n  2020-1205 du 30 septembre 2020 relatif à l'élection ou la désignation des membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et des conseils des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la délibération n 2019-53 du 25 avril 2019 de la CNIL portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet ;

Vu les statuts de l'Université d'Angers, tels que modifiés le 24 septembre 2020 ;

Vu la délibération n  CA003-2020 en date du 17 février 2020 relatif à l'élection du Président de l'Université d'Angers ;

Vu l'arrêté n 2020-137 relatif à l'abrogation de l'arrêté n  2020-111 du 14 octobre 2020 relatif à l'organisation des élections à la Commission de la recherche pour ce qui concerne les collèges des usagers dans les secteurs des disciplines juridiques, économiques et de gestion, des sciences et des technologies et des disciplines de santé ;

Vu l'arrêté n  2021-02 du 14 janvier 2021 relatif au cadrage des élections par voie électronique à distance ;

Vu l'avis du Comité électoral consultatif du jeudi 14 janvier 2021,

LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE L'ARRETE

Le présent arrêté a pour objet d'organiser des élections partielles à distance en vue de pourvoir les sièges de représentants des usagers à la Commission de la recherche pour les secteurs des disciplines juridiques, économiques et de gestion, des sciences et technologies et des disciplines de santé.

ARTICLE 2 : ORGANISATION DU SCRUTIN A DISTANCE PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les élections se tiendront exclusivement à distance par voie électronique.

Le recours au vote électronique par internet est organisé dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

Le vote à distance par voie électronique est organisé sur une plateforme de vote mise à disposition par la société Legavote.

La conception, la gestion et la maintenance du système de vote électronique par internet sont confiées à la société Legavote dans le respect des dispositions de l'arrêté n° 2021-02 relatif au cadrage des élections par voie électronique à distance et de la réglementation en vigueur.

La Direction des affaires générales, juridiques et institutionnelles est chargée d'assurer le cadrage juridique des élections et de veiller à son respect. Dans l'exercice de cette fonction, elle est susceptible de faire appel à d'autres services de l'Université dont l'action pourra concourir à la bonne marche des opérations selon le domaine spécifique en question.

ARTICLE 3 : DATES DE SCRUTIN

Le scrutin aura lieu du **mercredi 17 février 2021 9h au vendredi 19 février 2021 17h** sans interruption.

ARTICLE 4 : SIEGES A POURVOIR

Trois sièges de titulaires et trois sièges de suppléants sont à pourvoir à la Commission de la recherche, soit un siège de titulaire et un siège de suppléant par secteur de formation concerné :

- Un siège de titulaire et un siège de suppléant pour le secteur des disciplines juridiques, économiques et de gestion ;
- Un siège de titulaire et un siège de suppléant pour le secteur des sciences et technologies ;
- Un siège de titulaire et un siège de suppléant pour le secteur des disciplines de santé.

ARTICLE 5 : ELECTEURS

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure sur une liste électorale.

Seuls les doctorants, inscrits en formation initiale ou continue, sont électeurs pour le collège des usagers de la Commission de la recherche.

Le Président de l'Université établit une liste électorale par collège et par secteur de formation.

L'inscription sur les listes électorales est faite d'office à partir des inscriptions prises auprès des services compétents de l'Université.

Nul ne peut disposer de plus d'un suffrage.

Sont électeurs :

- les personnes régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un doctorat, ayant la qualité d'étudiants et appartenant aux secteurs de formation concernés ;

Les usagers dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part doivent avoir fait cette demande par tout moyen au plus tard le mercredi 11 février 2021 auprès de la Direction des Affaires générales, Juridiques et Institutionnelles de l'Université d'Angers :

Bureau 422 - 40 rue de Rennes- BP 73532 - 49035 Angers cedex.

Tél : 02.41.96.23.59/22.10

Adresse Mail : cellule.institutionnelle@listes.univ-angers.fr

Les listes électorales seront affichées à la Présidence et mises en ligne sur le site intranet de l'Université le mercredi 27 janvier 2021 au plus tard.

Toute personne remplissant les conditions pour être électeur, y compris, le cas échéant, celle d'en avoir fait la demande, qui constaterait que son nom ne figure pas sur la liste électorale de son collège peut demander à faire procéder à son inscription **au plus tard le 15 Février 2021 à 23h59.**

Les demandes de rectification s'effectuent par l'envoi d'un formulaire (**annexe 1**) par courriel à l'adresse électronique dédiée aux élections :

cellule.institutionnelle@listes.univ-angers.fr

En l'absence de demande effectuée **au plus tard le 15 Février 2021 à 23h59**, avant le scellement du système de vote, il n'est plus possible de contester son absence d'inscription sur la liste électorale.

Si un événement, postérieur à l'établissement de la liste électorale et prenant effet au plus tard la veille du premier jour du scrutin, entraîne pour un usager, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du premier jour du scrutin et avant le scellement de l'urne, soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé.

ARTICLE 6 : ELIGIBILITE

Sont éligibles au sein du collège dont ils sont membres tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Le comité électoral se réunit le **mardi 2 février 2021.**

Le Président, après avoir vérifié l'éligibilité des candidats, s'il constate leur inéligibilité, demande l'avis du comité électoral réuni. Le cas échéant, le président demande qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai de deux jours francs à compter de l'information du délégué de la candidature concernée. A l'expiration de ce délai, le président rejette par décision motivée, les candidatures qui ne satisfont pas aux conditions de recevabilité.

Nul ne peut être éligible dans le collège des usagers s'il appartient à un autre collège de l'établissement.

ARTICLE 7 : CANDIDATURES

Le dépôt de candidature est obligatoire.

Les **candidatures originales** (annexe 2), **accompagnées d'un acte de candidature original signé par chacun des candidats** (annexe 3), **comportant le nom d'un délégué de candidature** (également candidat) peuvent être déposées ou adressées par lettre recommandée, avec accusé de réception à **la cellule institutionnelle de la Direction des Affaires générales, Juridiques et Institutionnelles de l'Université d'Angers** :

Bureaux 421 à 422 - 40 rue de Rennes- BP 73532 - 49035 Angers cedex.

Tél : 02.41.96.23.59

Ce dépôt peut également être réalisé par voie électronique à condition de transmettre par courrier postal une déclaration de candidature originale signée par chacun des candidats. Ce courrier doit être **réceptionné** avant le **mardi 2 février 2021 à 12h**.

L'original de la déclaration de candidature signée par chacun des candidats (annexe 2) doit être accompagné d'une photocopie de la carte d'étudiant de chaque candidat ou, à défaut, du certificat de scolarité.

Les candidatures peuvent porter mention de l'appartenance des candidats ou du soutien dont ils bénéficient justifiées **par une attestation originale** dûment remplie par un représentant légal du (des) soutien(s) **(annexe 3)**.

Les candidatures ainsi que les actes de candidature signés par chaque candidat doivent être déposés ou réceptionnés au plus tard le mardi 2 février 2021 à 12h.

Les candidatures comprennent deux noms.

Les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

LES PROFESSIONS DE FOI

Chaque candidat a la possibilité de présenter une profession de foi.

Elle doit obligatoirement être déposée ou envoyée par voie électronique **au plus tard le mardi 2 février 2021 à 12h** en même temps que les candidatures et transmise sous format électronique à **la Direction des Affaires générales, Juridiques et Institutionnelles de l'Université d'Angers** :

Bureau 421 - 40 rue de Rennes- BP 73532 - 49035 Angers cedex.

Tél : 02.41.96.22.10/23.59

Adresse Mail : cellule.institutionnelle@listes.univ-angers.fr

Les listes et les professions de foi seront affichées en ligne sur le site de l'Université (le lien est le suivant : <https://www.univ-angers.fr/fr/universite/fonctionnement/elections.html>) et en version papier dans les locaux de l'Université **dans les meilleurs délais et au plus tard le vendredi 5 février 2021. Elles sont également publiées sur l'application choisie pour le scrutin.**

ARTICLE 8 : MODE DE SCRUTIN

Le scrutin est secret et l'élection a lieu au suffrage direct.

Un seul siège étant à pourvoir par secteur de formation, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour. Un suppléant est élu dans les mêmes conditions que le titulaire.

En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

ARTICLE 9 : BUREAU DE VOTE ELECTRONIQUE ET BUREAU DE VOTE CENTRALISATEUR

Le Président de l'Université constitue un bureau de vote électronique par scrutin. Un bureau de vote centralisateur est créé pour l'ensemble des scrutins organisés à distance par voie électronique du mercredi 17 février 2021 9h au vendredi 19 février 2021 17h, dont les élections partielles à distance à la Commission recherche, pour le collège des usagers, secteur des disciplines juridiques, économiques et de gestion, secteur des sciences et technologies et secteur des disciplines de santé.

Les membres des bureaux de vote, y compris les délégués de liste, bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique qui sera utilisé. Les documents de présentation y afférents leur sont communiqués.

Article 9.1 : Composition du bureau de vote électronique

Le bureau de vote électronique se compose comme suit :

- **Présidente** : Mme Laurence ESTEVE, Directrice des affaires générales, juridiques et institutionnelles de l'Université d'Angers
- **Secrétaire** : M. Olivier BONNEFOY, Responsable de la cellule institutionnelle de l'Université d'Angers
- **Membres** : l'ensemble des candidats ayant déposé une candidature aux élections partielles à distance à la Commission recherche, pour le collège des usagers, secteur des disciplines juridiques, économiques et de gestion, secteur des sciences et technologies et secteur des disciplines de santé

Article 9.2 : Composition du bureau de vote centralisateur

Le bureau de vote centralisateur se compose comme suit :

- **Présidente** : Mme Laurence ESTEVE, Directrice des affaires générales, juridiques et institutionnelles de l'Université d'Angers
- **Secrétaire** : M. Olivier BONNEFOY, Responsable de la cellule institutionnelle de l'Université d'Angers
- **Membres** : l'ensemble des délégués de liste, désignés par chacune des listes de candidats ayant déposé une candidature aux scrutins rappelés ci-dessus ou les candidats lorsqu'un seul siège est à pourvoir

Article 9.3 : Rôles respectifs des bureaux de vote

Les membres du bureau de vote centralisateur sont chargés d'assurer :

- Le contrôle de la régularité du scrutin ;
- Le respect des principes régissant le scrutin conformément aux dispositions du code de l'éducation en matière électorale ;
- Une surveillance effective du processus électoral et en particulier de l'ensemble des opérations de préparation du scrutin, des opérations de vote, de l'émargement des électeurs ayant voté et des opérations de dépouillement des suffrages exprimés.

Avant le démarrage du vote, les membres du bureau de vote centralisateur sont seuls compétents pour procéder aux opérations suivantes :

1. établissement et la répartition des clés de chiffrement,
2. vérification que les composantes du système de vote électronique ayant fait l'objet d'une expertise n'ont pas été modifiées et garantie que les tests ont été effectués,
3. vérification que l'urne électronique est vide, scellée et chiffrée par des clés de chiffrement délivrées à cet effet,
4. accomplissement du scellement :
 - du système de vote électronique,
 - de la liste des candidats,
 - de la liste des électeurs,
 - des heures d'ouverture et de fermeture du scrutin,
 - du système de dépouillement.

La surveillance du scrutin est assurée par les membres des bureaux de vote, électronique et centralisateur, et les scrutateurs au travers d'une interface permettant la visualisation des contrôles d'intégrité du système de vote, de la participation et des listes d'émargement.

La liste d'émargement n'est accessible qu'aux membres des bureaux de vote, électronique et centralisateur, à des fins de contrôle du déroulement du scrutin.

Les bureaux de vote, électronique et centralisateur, sont immédiatement tenus informés des interventions sur le système de vote ainsi que des mesures prises pour remédier au dysfonctionnement ayant motivé l'intervention.

En cas d'altération des données résultant, notamment d'une panne, d'une infection virale ou d'une attaque du système par un tiers, le bureau de vote centralisateur est seul compétent, après autorisation des représentants de l'université chargés du contrôle du système de vote, pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde et pour décider la suspension, l'arrêt ou la reprise des opérations électorales.

La Direction des affaires générales et institutionnelles et la Direction du numérique sont informées sans délai de toute difficulté par la Présidente du bureau de vote centralisateur.

Le bureau de vote centralisateur est seul compétent pour contrôler, avant le dépouillement, le scellement du système, pour procéder à l'ensemble des opérations de dépouillement puis pour procéder au scellement du système de vote électronique après la décision de clôture du dépouillement prise par la présidente du bureau de vote centralisateur.

Le bureau de vote centralisateur établit un procès-verbal dans lequel sont consignées toutes les mentions faites par les bureaux de vote électronique.

ARTICLE 10 : CELLULE ASSISTANCE TECHNIQUE

Il est mis en place une cellule d'assistance technique chargée de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Cette cellule est composée de :

- M. Olivier BONNEFOY, Responsable de la cellule institutionnelle, Direction générale des affaires juridiques et institutionnelles
- M. François AUZANNE, Délégué à la protection des données personnelles, Direction générale des affaires juridiques et institutionnelles
- M. Bertrand LEMAITRE, RSSI, Direction du développement numérique
- M. Daniel BOURRION, Direction du développement numérique
- M. Adrien BABORIER, préposé de la société Legavote
- Mme Solène BONNIN, préposée de la société Legavote

ARTICLE 11 : SYSTEME DE VOTE RETENU

Article 11.1 : Expertise indépendante

Le système de vote retenu pour le présent scrutin a été expertisé par Denis JACOPINI, expert informatique assermenté, spécialisé en cybercriminalité et en protection des données à caractère personnel, certifié en gestion des risques sur la sécurité des systèmes d'information, et ayant déclaré posséder une expérience dans l'analyse des systèmes de vote notamment pour avoir déjà expertisé des systèmes de vote électronique, avoir suivi la formation délivrée par la CNIL sur le vote électronique.

L'expertise a été réalisée en totale indépendance en fonction des éléments transmis et communiqués par la société Legavote.

L'expertise a porté sur 47 points de contrôle et a rendu la conclusion suivante : « La solution de vote électronique expertisée respecte parfaitement le ou les référentiels précités [Délibération n°2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet]. »

L'expertise sera déposée sur la page dédiée aux élections sur le site de l'Université.

Elle sera également transmise aux listes de candidats ayant déposé une candidature au scrutin.

Article 11.2 : Confidentialité et anonymat du système de vote

Le système de vote électronique par internet garantit la confidentialité et l'anonymat du vote.

Les obligations de confidentialité et de sécurité s'imposent à l'ensemble des personnes intervenant sur le système de vote électronique par internet, notamment aux agents de l'administration chargés de la gestion et de la maintenance du système de vote et à ceux du prestataire, si ces opérations lui ont été confiées.

Les systèmes de vote électronique par internet comportent les mesures physiques et logiques permettant d'assurer la confidentialité des données transmises, notamment la confidentialité des fichiers constitués pour établir les listes électorales, ainsi que la sécurité de l'adressage des moyens d'authentification, de l'émargement, de l'enregistrement et du dépouillement des votes.

Les données relatives aux électeurs inscrits sur les listes électorales ainsi que les données relatives aux votes font l'objet de traitements informatiques distincts, dédiés et isolés, respectivement dénommés « fichier des électeurs » et « contenu de l'urne électronique ».

En cas de recours à un même système de vote pour plusieurs scrutins, chacun de ces scrutins doit être isolé sur un système informatique indépendant.

Chaque système de vote électronique par internet comporte un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relais en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Pour ce scrutin, le serveur principal et le serveur de secours sont situés sur deux datacenters différents en France avec triple réplication locale (SLA 2*99,999%).

ARTICLE 12 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le traitement automatisé des données à caractère personnel est mis en œuvre après avis préalable du Délégué à la protection des données de l'Université d'Angers, il est inscrit au registre, fait l'objet d'une information des électeurs et prévoit des mesures de sécurité adaptées au regard des risques.

Lors du choix du prestataire, interne ou externe, est effectuée une analyse d'impact relative à la protection des données en lien avec le délégué à la protection des données de l'Université.

Les données à caractère personnel traitées dans le cadre du vote électronique sont celles nécessaires au déroulement du scrutin, à savoir les nom et prénom des personnes, leur identifiant de connexion (login), leur adresse de messagerie institutionnelle, leur adresse postale – pour les électeurs qui ne disposeraient pas d'une adresse de messagerie électronique institutionnelle - et les éléments nécessaires à la constitution des listes électorales.

Toute personne peut exercer ses droits informatique et liberté en s'adressant à la Direction des Affaires générales, Juridiques et Institutionnelles de l'Université d'Angers :

Bureau 422 - 40 rue de Rennes- BP 73532 - 49035 Angers cedex.

Tél : 02.41.96.23.59/22.10

Adresse Mail : cellule.institutionnelle@listes.univ-angers.fr

ARTICLE 13 : PREPARATION ET CONTRÔLE DES OPERATIONS ELECTORALES

Article 13.1 : Contrôles effectués avant et pendant le scrutin

La surveillance du scrutin est assurée par les membres des bureaux de vote, électronique et centralisateur, et les scrutateurs au travers d'une interface permettant la visualisation des contrôles d'intégrité du système de vote, de la participation et des listes d'émargement.

Avant le début des opérations de scellement, il est procédé, sous le contrôle de l'administration, à des tests du système de vote électronique et du système de dépouillement.

Avant le démarrage du vote, les membres du bureau de vote centralisateur sont seuls compétents pour procéder aux opérations suivantes :

1. établissement et à la répartition des clés de chiffrement,
2. vérification que les composantes du système de vote électronique ayant fait l'objet d'une expertise n'ont pas été modifiées et garantie que les tests ont été effectués,
3. vérification que l'urne électronique est vide, scellée et chiffrée par des clés de

chiffrement délivrées à cet effet,

4. accomplissement du scellement :

- du système de vote électronique,
- de la liste des candidats,
- de la liste des électeurs,
- des heures d'ouverture et de fermeture du scrutin,
- du système de dépouillement.

Le scellement est effectué par la combinaison d'au moins 2 clés de chiffrement, dont celle de la présidente du bureau de vote ou de son représentant et celle d'au moins un délégué de liste.

La séance au cours de laquelle il est procédé à l'établissement et à la répartition des clefs de chiffrement est ouverte aux électeurs.

Elle se tiendra à distance, le mardi 16 février 2021 à 14 h.

Pour assister à cette séance, il convient de se connecter via ce lien :

<https://zoom.us/j/93601959315?pwd=WHNKbFlmOEx6dFEvUjk2Y2NKSEtwZz09>

ID de réunion : 936 0195 9315

Code secret : 953843

Pour la rejoindre par téléphone :

1/ Composez le 01 86 99 58 31

2/ Saisissez l'identifiant de réunion 936 0195 9315

3/ Saisissez le code secret : 953843

Article 13.2 : Clés de chiffrement

Une clé de chiffrement par membre de bureau de vote est éditée et attribuée à chacun de ces membres.

Au moins les deux-tiers des clés de chiffrement éditées sont attribuées à des délégués de liste. Les clés restantes sont attribuées à la présidente ainsi qu'au secrétaire du bureau de vote centralisateur.

Les personnels techniques chargés du déploiement et du bon fonctionnement du système de vote électronique ne peuvent détenir les clés de chiffrement.

Chaque clé est attribuée selon la procédure suivante : lors de la réunion de scellement, les membres des bureaux de votes présents seront invités à saisir - tour à tour - un mot de passe (clé personnelle). En cas d'absence d'un membre du bureau lors de la cérémonie de scellement, la clé personnelle peut être générée par le système et envoyée automatiquement par SMS sous réserve que le membre du bureau ait renseigné son numéro de téléphone portable lors de la création de son accès à la plateforme de vote.

Cette procédure garantit aux attributaires qu'ils ont, seuls, connaissance du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée, cette garantie s'imposant y compris à l'égard du personnel technique chargé du déploiement du système de vote électronique.

La remise des clés de chiffrement s'effectue dans le respect des règles de confidentialité.

Les clés de chiffrement sont conservées sous la responsabilité de chacun des détenteurs.

Les clés de chiffrement permettent le codage et le décodage du système de vote

électronique. L'ensemble des clés personnelles des membres du bureau de vote permettra la création d'une clé de chiffrement des bulletins. Cette clé de chiffrement des bulletins sera reconstituée lors du dépouillement où les membres des bureaux de votes seront invités à saisir de nouveau leur clé personnelle.

Le scellement est effectué par la combinaison d'au moins deux clés de chiffrement, dont celle de la présidente du bureau de vote, ou de son représentant, et celle d'au moins un délégué de liste. De la même manière, la plateforme de vote nécessite la saisie d'au moins 2 clés individuelles valides pour pouvoir reconstituer la clé de chiffrement des bulletins.

Article 13.3 : Surveillance des opérations électorales

Durant la période de déroulement du scrutin, les fichiers comportant les éléments d'authentification des électeurs et le contenu de l'urne sont inaccessibles.

La liste d'émargement n'est accessible qu'aux membres des bureaux de vote, électronique et centralisateur, à des fins de contrôle du déroulement du scrutin.

Aucun résultat partiel ne peut être comptabilisé.

Les interventions sur le système de vote sont réservées aux seules personnes chargées de la gestion et de la maintenance de ce système. Elles ne peuvent avoir lieu qu'en cas de risque d'altération des données. Les bureaux de vote, électronique et centralisateur, sont immédiatement tenus informés des interventions sur le système de vote ainsi que des mesures prises pour remédier au dysfonctionnement ayant motivé l'intervention.

En cas d'altération des données résultant, notamment d'une panne, d'une infection virale ou d'une attaque du système par un tiers, le bureau de vote centralisateur est seul compétent, après autorisation des représentants de l'université chargés du contrôle du système de vote, pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde et pour décider la suspension, l'arrêt ou la reprise des opérations électorales.

La Direction des affaires générales et institutionnelles et la Direction du numérique sont informées sans délai de toute difficulté par la Présidente du bureau de vote centralisateur.

Le bureau de vote centralisateur peut, seul, procéder,

- à la suspension,
- à l'arrêt,
- à la reprise des opérations de vote électronique.

ARTICLE 14 : DEROULEMENT DES OPERATIONS ELECTORALES

Article 14.1 : Dispositions générales

Le vote est secret.

Le vote blanc est possible.

Le président prend toutes les mesures pour faciliter la participation aux élections des personnes en situation de handicap.

Le vote par procuration et le vote par correspondance ne sont pas autorisés.

Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.

Article 14.2 : Authentification des électeurs

Chaque électeur reçoit au moins quinze jours avant le premier jour du scrutin :

- une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales ;
- un moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin.

Ce moyen d'authentification lui est transmis selon des modalités garantissant sa confidentialité.

Ce moyen d'authentification est spécifique à l'élection, il est distinct du système d'identification de l'Université. Il permet au serveur de vérifier l'identité de l'électeur et interdit à quiconque de voter de nouveau pour le même scrutin avec le même moyen d'authentification.

Pendant la période d'ouverture du scrutin, l'électeur s'authentifie sur le système de vote électronique par internet par le biais d'un code identifiant et du mot de passe dont lui seul a connaissance et qui lui aura été transmis au préalable conformément aux alinéas précédents.

Un système de double identification avec une information personnelle, comme le numéro étudiant par exemple, est mis en place

Article 14.3 : Modalités du vote

Le vote électronique peut s'effectuer à partir de tout poste informatique connecté à internet.

Tout électeur qui se trouverait dans l'incapacité de recourir au vote électronique à distance et/ou qui aurait des difficultés à utiliser le service peut, pour voter, se faire assister par un électeur de son choix appartenant au service ou à l'établissement où se trouve le poste dédié.

Le centre de gestion s'assure que les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et le secret du vote sont respectées. Il est donc mis à disposition des agents un ordinateur utilisé à cette seule fin et garantissant la confidentialité et de bonnes conditions sanitaires pendant toute la durée du vote électronique.

Article 14.4 : Modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique

Afin de permettre aux électeurs ne bénéficiant pas d'un accès à internet de pouvoir voter, des postes informatiques en accès libre et facile, munis d'un système garantissant la confidentialité sont mis à leur disposition dans les locaux de l'Université.

La répartition est la suivante :

1. Secteur des disciplines juridiques, économiques et de gestion :

- ESTHUA Tourisme et culture

40 postes informatiques sont mis à disposition dans la salle 507

Les postes dédiés sont mis à disposition :

- les **mercredi 17 février, jeudi 18 février et vendredi 19 février 2021 de 9h à 12h30 et de 13h30 à 16h**

- IAE Angers et Faculté de droit, économie, gestion

12 postes informatiques sont mis à disposition **dans la salle 301**

Les postes dédiés sont mis à disposition :

- les **mercredi 17 février, jeudi 18 février et vendredi 19 février 2021 de 9h à 17h.**

2. Secteur des sciences et technologies :

- Faculté des sciences

1 poste informatique sera mis à disposition dans la Salle A001 (Bâtiment A, rez-de-chaussée, service scolarité)

Les postes dédiés sont mis à disposition :

- les **mercredi 17 février, jeudi 18 février et vendredi 19 février 2021 de 9h à 12h et de 13h à 16h**

- Polytech Belle Beille

24 postes informatiques sont mis à disposition **dans la salle 120**

Les postes dédiés sont mis à disposition :

- les **mercredi 17 février, jeudi 18 février 2021 et vendredi 19 février 2021 de 9h à 17h**

- Polytech Santé

1 poste informatique sera mis à disposition à l'administration, 1er étage du bâtiment Denis Papin du Site Daviers.

Les postes dédiés sont mis à disposition :

- le **mercredi 17 février de 12h à 17h,**
- le **jeudi 18 février de 8h30 à 14h,**
- le **vendredi 19 février de 8h30 à 14h.**

3. Secteur des disciplines de santé :

- Faculté de santé – Site Daviers

1 poste informatique sera mis à disposition à l'administration, 1er étage du bâtiment Denis Papin.

Les postes dédiés sont mis à disposition :

- le **mercredi 17 février de 12h à 17h,**
- le **jeudi 18 février de 8h30 à 14h,**
- le **vendredi 19 février de 8h30 à 14h.**

➤ Faculté de santé – Site Amsler

2 postes informatiques seront mis à disposition dans la salle MED-F103

Les postes dédiés sont mis à disposition :

- les **mercredi 17 février, jeudi 18 février 2021 et vendredi 19 février 2021 de 9h à 17h**

Pendant la durée du scrutin, toute propagande est interdite à l'intérieur des salles où sont installés les postes informatiques.

Article 14.5 : Expression du suffrage et émargement

Une fois authentifié, l'électeur accède aux listes de candidats ou aux candidatures suivant les élections auxquelles il participe. Les listes de candidats, ou les candidatures, apparaissent simultanément à l'écran.

L'électeur est invité à exprimer son vote.

Le vote apparait clairement à l'écran avant validation et peut être modifié avant validation.

La validation rend définitif le vote et interdit toute modification ou suppression du suffrage exprimé.

Lorsqu'un vote a lieu, deux enregistrements sont créés simultanément :

--Le vote, anonyme et non daté ;

--L'émargement, horodaté avec l'identifiant de l'électeur.

Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système.

Le bulletin de vote est chiffré dès son émission sur le poste de l'électeur. Il est stocké dans l'urne électronique jusqu'au dépouillement sans avoir été déchiffré à aucun moment.

La transmission du vote et l'émargement de l'électeur font l'objet d'un accusé de réception que l'électeur a la possibilité de conserver. Une confirmation est envoyée à l'électeur à l'écran et peut être envoyée à sa demande par courriel sur son adresse institutionnelle. Le courriel ne contient aucune indication sur le choix de l'électeur.

Après la clôture du vote, le déchiffrement des bulletins n'est possible que par l'activation conjointe d'au moins deux clés de chiffrement.

Article 14.6 : Instauration d'un centre d'appel

Un centre d'appel chargé de répondre aux électeurs afin de les aider dans l'accomplissement des opérations électorales est ouvert pendant toute la période de vote.

La cellule d'assistance téléphonique est joignable par les électeurs **sans interruption et pendant toute la durée du scrutin au 04.28.29.19.09. Pour accéder à l'aide destinée aux électeurs, il convient ensuite de taper le chiffre 1.**

ARTICLE 15 : DEPOUILLEMENT

Dès la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs, dans des conditions garantissant la conservation des données.

Le bureau de vote centralisateur contrôle, avant le dépouillement, le scellement du système.

Le dépouillement se tiendra le vendredi 19 février 2021 à 17h, après la clôture du scrutin.

Le dépouillement est public.

Pour assister au dépouillement, il convient de se connecter via ce lien :

<https://zoom.us/j/93601959315?pwd=WHNKbFlmOEx6dFEvUjk2Y2NKSEtwZz09>

ID de réunion : 936 0195 9315

Code secret : 953843

Pour la rejoindre par téléphone :

1/ Composez le 01 86 99 58 31

2/ Saisissez l'identifiant de réunion 936 0195 9315

3/ Saisissez le code secret : 953843

La présence de la présidente du bureau de vote centralisateur ou de son représentant et d'au moins deux délégués de liste parmi les détenteurs de clés est indispensable pour autoriser le dépouillement.

Les membres du bureau de vote centralisateur qui détiennent les clés de chiffrement procèdent publiquement à l'ouverture de l'urne électronique en activant les clés de chiffrement.

Le décompte des voix obtenues par chaque candidat ou liste de candidats apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le bureau de vote centralisateur contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par la présidente du bureau de vote centralisateur ou son représentant. Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats. Toutefois, la procédure de décompte des votes enregistrés doit pouvoir être déroulée de nouveau si nécessaire.

A l'issue des opérations électorales, le secrétaire de chaque bureau de vote électronique établit un procès-verbal, contresigné par les autres membres du bureau, qui est remis au Président de l'Université. Le bureau de vote centralisateur établit ensuite un procès-verbal dans lequel sont consignées toutes les mentions faites par les bureaux de vote électronique.

Les constatations faites au cours des opérations de vote et, le cas échéant, les événements survenus durant le scrutin et les interventions effectuées sur le système électronique de vote ainsi que les résultats du vote électronique par internet sont consignés dans le procès-verbal.

Les réclamations éventuelles des électeurs ou des représentants des listes de candidats sur le déroulement des opérations électorales figurent en annexe du procès-verbal.

Le bureau de vote centralisateur se prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales. Ses décisions sont motivées et doivent être inscrites au procès-verbal.

Le Président de l'Université proclamera les résultats du scrutin au plus tard le lundi 22 février 2021.

ARTICLE 16 : CONSERVATION DES DONNEES APRES LE DEPOUILLEMENT

Après le dépouillement, l'ensemble des informations contenues dans le système de vote, nécessaire à un éventuel contrôle *a posteriori*, est enregistré sur un support non réinscriptible et mis sous scellés sous le contrôle du bureau de vote.

Ces éléments sont conservés jusqu'à épuisement du délai de recours contentieux.

L'Université garantit la conservation, pendant un délai de deux ans et dans les conditions fixées par les textes en vigueur, des fichiers supports comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde. La procédure de décompte des votes doit, si nécessaire, pouvoir être exécutée de nouveau.

Au terme de ce délai de deux ans, sauf lorsqu'une action contentieuse a été engagée, l'administration procède à la destruction des fichiers supports. Seuls sont conservés les listes de candidats avec déclarations de candidatures et professions de foi, les procès-verbaux de l'élection ainsi que les actes de nomination des membres des bureaux de vote.

ARTICLE 17 : COMMUNICATION DES CANDIDATS

La stricte égalité doit être préservée entre les candidats.

Tout candidat peut demander à **compter du vendredi 5 février 2021** communication des adresses des listes de diffusion.

La demande est à adresser par écrit à la Direction des Affaires générales, Juridiques et Institutionnelles de l'Université d'Angers : Bureau 422 - 40 rue de Rennes- BP 73532 - 49035 Angers cedex. Adresse Mail : cellule.institutionnelle@listes.univ-angers.fr.

Les messages feront l'objet d'une modération par la Direction générale des services.

Seuls les candidats ont accès aux listes de diffusion et tout message doit exclusivement concerner les élections. Aucun message ne doit contenir des propos injurieux, diffamatoires ou pouvant nuire à la sincérité du scrutin.

ARTICLE 18 : RECOURS CONTRE LES ELECTIONS

La Commission de Contrôle des Opérations Electorales connaît de toutes les contestations présentées par les électeurs, par le Président de l'université ou par le Recteur, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote, ainsi que sur la proclamation des résultats du scrutin.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats.

Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

La Commission de contrôle des opérations électorales examine les contestations portant sur l'établissement des listes électorales et sur l'éligibilité des candidats.

Elle peut constater l'inéligibilité d'un candidat et substituer au candidat inéligible le candidat suivant de la même liste, rectifier le nombre de voix obtenues par les listes ou les candidats, annuler les opérations électorales du collège dans lequel a été constatée une irrégularité de nature à vicier le vote.

L'inobservation des règles relatives au scrutin n'entraîne la nullité des opérations électorales qu'autant qu'il est établi qu'elle a pour but ou conséquence de porter atteinte à la sincérité du scrutin.

Tout électeur ainsi que le Président de l'Université et le Recteur ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le Tribunal Administratif de Nantes. Ce recours n'est recevable que s'il est précédé d'un recours préalable devant la Commission de Contrôle des Opérations Electorales.

La juridiction administrative doit être saisie au plus tard le 6ème jour suivant la décision de la Commission de Contrôle.

Le Tribunal statue dans un délai maximum de deux mois.

Le médiateur académique reçoit les réclamations concernant les opérations électorales.

Fait à Angers, en format électronique.
Le Président de l'Université
Christian ROBLÉDO

Signé le 19 janvier 2021

Affiché en ligne le 19 janvier 2021

DEMANDE DE RECTIFICATION DES LISTES ELECTORALES**E L E C T I O N S****A****LA COMMISSION RECHERCHE
DU 17 AU 19 FEVRIER 2021****Collège des usagers**

Nom :

Prénom :

Numéro  tudiant :

Composante de rattachement :

Motif de la demande de modification de la liste électorale :

Le

(Signature)

<p>CANDIDATURES</p> <p>ELECTION</p> <p>A LA</p> <p>COMMISSION DE LA RECHERCHE</p> <p><u>DU 17 AU 19 FEVRIER 2021</u></p> <p><u>Collège des usagers</u></p>
<p>A déposer au plus tard le mardi 2 février 2021 à 12h.</p>

Indiquer le secteur de formation :

Disciplines juridiques, économiques et de gestion ; Sciences et technologies ; Disciplines de santé.

Nom et Prénom des candidats :

-

-

Délégué.e de candidature (nom, prénom et adresse mail) :

.....

Le cas échéant, l'appartenance syndicale ou le.s soutien.s dont bénéficie la liste des candidats (produire attestation de soutien) :

.....

La fourniture des données personnelles ici recueillies a un caractère réglementaire. La non-fourniture de ces données a pour conséquence l'irrecevabilité de l'acte de candidature. Les données sont traitées par l'Université d'Angers (Direction des affaires générales juridiques et institutionnelles) aux fins d'organiser l'élection et la publication des résultats, sur la base d'une obligation légale (article L. 719-1 du code de l'éducation) et transmises à la société Legavote pour l'organisation du scrutin. Destinées aux agents de l'Université et de la société Legavote organisateurs du scrutin, ces données seront conservées pendant la durée du mandat qui s'en suit, uniquement par l'Université, pour la bonne gestion des instances concernées.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant : cellule.institutionnelle@listes.univ-angers.fr.

Pour contacter le délégué à la protection des données, rendez-vous sur www.univ-angers.fr/donneespersonnelles.

Le cas échéant, le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés s'exerce sur www.cnil.fr

ACTE DE CANDIDATURE ELECTIONS A LA COMMISSION DE LA RECHERCHE <u>DU 17 AU 19 FEVRIER 2021</u> <u>Collège des usagers</u>
A déposer au plus tard le mardi 2 février 2021 à 12h.

Je soussigné.e

Adresse@.....

Numéro de téléphone.....

Déclare être candidat.e aux élections à la Commission de la recherche

Secteur de formation:

*Disciplines juridiques, économiques et de gestion ; Sciences et technologies ;
Disciplines de santé.*

Pour le collège des usagers

Le

(Signature)

Cet acte de candidature original doit être joint à la candidature présentée.

Délégué.e de liste (nom, prénom et adresse mail).....

Le cas échéant, l'appartenance syndicale ou le.s soutien.s dont bénéficie la liste des candidats (produire attestation de soutien) :

.....

La fourniture des données personnelles ici recueillies a un caractère réglementaire. La non-fourniture de ces données a pour conséquence l'irrecevabilité de l'acte de candidature. Les données sont traitées par l'Université d'Angers (Direction des affaires générales juridiques et institutionnelles) aux fins d'organiser l'élection et la publication des résultats, sur la base d'une obligation légale (article L. 719-1 du code de l'éducation) et transmises à la société Legavote pour l'organisation du scrutin. Destinées aux agents de l'Université et de la société Legavote organisateurs du scrutin, ces données seront conservées pendant la durée du mandat qui s'en suit, uniquement par l'Université, pour la bonne gestion des instances concernées.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant : cellule.institutionnelle@listes.univ-angers.fr.

Pour contacter le délégué à la protection des données, rendez-vous sur www.univ-angers.fr/donneespersonnelles.

Le cas échéant, le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés s'exerce sur www.cnil.fr

DECLARATION DE SOUTIEN À UNE CANDIDATURE ELECTIONS A LA COMMISSION DE LA RECHERCHE <u>DU 17 AU 19 FEVRIER 2021</u> <u>Collège des usagers</u>
A déposer au plus tard le mardi 2 février 2021 à 12h.

Je soussigné.e

(Nom/Prénom).....

Agissant en qualité de :

.....

Représentant légal de (nom de l'organisation étudiante, syndicale ou politique, nationale ou locale).....

Adresse.....

N° de téléphone.....Mél.....

Certifie que (nom de l'organisation).....

Soutient la candidature.....

Candidat.e aux élections des représentants des étudiants à la Commission de la recherche, qui se dérouleront à distance par voie électronique du mercredi 17 février 2021 au vendredi 19 février 2021, en ce qui concerne le collège des usagers.

A..... le

Signature originale

La fourniture des données personnelles ici recueillies a un caractère réglementaire. La non-fourniture de ces données a pour conséquence l'irrecevabilité de l'acte de candidature. Les données sont traitées par l'Université d'Angers (Direction des affaires générales juridiques et institutionnelles) aux fins d'organiser l'élection et la publication des résultats, sur la base d'une obligation légale (article L. 719-1 du code de l'éducation) et transmises à la société Legavote pour l'organisation du scrutin. Destinées aux agents de l'Université et de la société Legavote organisateurs du scrutin, ces données seront conservées pendant la durée du mandat qui s'en suit, uniquement par l'Université, pour la bonne gestion des instances concernées.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant : cellule.institutionnelle@listes.univ-angers.fr.

Pour contacter le délégué à la protection des données, rendez-vous sur www.univ-angers.fr/donneespersonnelles.

Le cas échéant, le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés s'exerce sur www.cnil.fr